

**LA COMMUNE DE PARIS
DE 1871**

LA COMMUNE DE PARIS DE 1871

La Commune de Paris est un épisode important du mouvement ouvrier car c'est la première fois dans l'histoire où l'on a pu voir un gouvernement des travailleurs exister en chair et en os ; le gouvernement de la Commune n'a pas beaucoup dit, à l'époque, qu'il était le pouvoir ouvrier en action, ni qu'en représentant les aspirations des travailleurs et des plus simples des petits bourgeois, il ouvrait la voie à l'émancipation de la société toute entière.

Il ne l'a pas beaucoup dit, mais il l'a fait et c'est bien mieux. Il a permis à la population travailleuse de participer largement, réellement à l'exercice du pouvoir ; et en prenant en main chaque rouage du pouvoir, celle-ci a créé de toute pièce un Etat nouveau. Plus que son oeuvre législative elle-même, Marx l'a écrit, "la grande mesure sociale de la Commune, c'est d'avoir existé". Car elle constitue une preuve éclatante que le communisme est très possible, que la classe ouvrière est capable de changer de fond en comble la vieille société.

Cette idée-là, après la Commune, ce n'est plus une simple vue de l'esprit : c'est devenu une réalité.

Et malgré l'horreur de la répression à laquelle la Commune a succombé, son existence avait ancré définitivement chez tous ceux qui l'ont vécue la conviction du rôle historique de la classe ouvrière. (Dans les écrits des communards, il est frappant de voir, des dizaines d'années après, combien ils sont heureux et fiers d'y avoir participé.)

Cela a été aussi, pour les militants de l'Internationale, la confirmation de leur idéal révolutionnaire. Marx écrivait au moment même de la répression : "L'actuel soulèvement de Paris, même s'il succombe sous l'assaut des loups, des porcs et des sales chiens de la vieille société, est l'exploit le plus glorieux de notre parti depuis l'insurrection parisienne de Juin".

LA DICTATURE POLITIQUE DE LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE

Après la révolution de 1848, la bourgeoisie, qui a réalisé que la prospérité de ses affaires pouvait être en danger, aspire à un pouvoir fort. Pour consolider les privilèges et assurer un accroissement permanent des affaires, aucune insurrection ouvrière ne doit plus être possible.

Tous ceux, bourgeois, propriétaires terriens, qui possédaient quelques richesses, avaient eu peur de cette révolution et s'unissent dans le Parti de l'ordre. Composés

d'orléanistes, de légitimistes, de catholiques, ce parti a pour chef : Thiers. Sa devise : "ordre, propriété, famille, religion". Ce parti donne son appui au neveu de Napoléon 1er, le prince Louis-Napoléon Bonaparte qui devient président de la République en décembre 1848.

La République devient réactionnaire : elle prend des mesures contre la liberté de la presse, contre les associations politiques et l'enseignement avec la loi Falloux qui restaure le droit de l'Eglise à enseigner ; droit qui avait été supprimé par la Révolution française. Après des élections partielles en 1850, à Paris, favorables aux socialistes, ce qui panique le parti de l'ordre, le gouvernement restreint le suffrage universel : sur 38 millions d'habitants, 6,8 millions ont le droit de vote, contre 9,6 millions précédemment. Mais la bourgeoisie reste politiquement divisée. A l'Assemblée Nationale, on voit s'opposer les légitimistes et les orléanistes, jusqu'au coup d'Etat de décembre 1851, qui est la réponse à la crise politique incessante.

Louis-Napoléon Bonaparte, appuyé par les troupes et la police, établit son ordre dans Paris, où quelques barricades ont été dressées par des républicains. Ceux-ci ne sont pas soutenus par les ouvriers qui se souviennent de leur responsabilité dans les massacres de Juin 1848. Louis-Napoléon Bonaparte instaure l'état de siège dans 32 départements et fait mener sa répression contre les républicains et toutes personnes ayant fait partie d'une organisation politique. Les militants sont condamnés, déportés... Puis il fait approuver son coup d'Etat par un plébiscite, où il obtient 7 millions de oui, 600 000 non, et 2 millions d'abstentions.

Sous Napoléon III, auto-proclamé empereur héréditaire des français le 2 décembre 1852 (jour anniversaire du couronnement de Napoléon 1er), l'Etat va se consolider, se renforcer avec un appareil bureaucratique et militaire de plus en plus monstrueux et parasitaire. Et si cet appareil peut se développer ainsi, prenant bien des formes qu'on lui connaît aujourd'hui, c'est que le développement des affaires le permet. En échange de quoi l'Etat muselle les courants d'opposition, pour rassurer tous les possédants.

Tout le pouvoir exécutif est dans les mains de l'empereur, l'initiative des lois lui revient, il nomme et révoque, seul : le conseil d'Etat qui rédige les lois et les ministres dépendent uniquement de lui. Il nomme le Sénat à vie. Un Parlement existe qui est convoqué, prorogé ou dissout au gré de l'empereur. Les députés n'ont même pas le droit d'interpeller les ministres, ni de tenir des réunions électorales, ni de discuter des actes politiques du gouvernement. Un décret sur la presse oblige tout journal à demander une autorisation préalable pour sa création.

LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL SOUS LA DIRECTION DE LA BOURGEOISIE FINANCIERE

Sur le plan économique, le second empire marque l'essor véritable de la bourgeoisie française : c'est pendant cette période que se constituent ses fortunes, et sa structure actuelle est directement héritée de cette époque. Ce qui permet l'essor de la bourgeoisie, c'est non seulement un pouvoir politique fort, mais aussi l'évolution des techniques industrielles, la formation de la grande industrie et le développement des banques.

L'utilisation de la machine à vapeur s'accroît, car elle peut fonctionner en toute saison, contrairement à l'énergie hydraulique. Entre 1850 et 1870, le nombre des machines à vapeur est multiplié par six (de 5 000 à 30 000) et la puissance totale est multipliée par vingt (de 16

000 à 340 000 chevaux). Parallèlement, l'extraction du charbon passe de 5 millions de tonnes en 1852, à 13 millions en 1869 (multipliée par trois). A partir de 1863, un nouveau procédé, le procédé Bessemer, pour convertir la fonte en acier, vient d'Angleterre. La qualité de l'acier s'améliore et sa production augmente et coûte deux fois moins cher. Elle passe de 14 000 tonnes en 1851 à 110 000 tonnes en 1869. L'essor des transports, en particulier des voies ferrées, favorise aussi l'essor industriel, en véhiculant au moindre coût toujours plus de matières premières et de produits fabriqués. Le nombre de kilomètres de voies ferrées est multiplié par neuf entre 1848 et 1870. On passe de 2 000 km à 18 000 km. Avec ces progrès techniques, des entreprises de plus grande taille apparaissent.

Par ailleurs, le développement des actions et obligations permet de constituer une masse financière considérable. Il est facilité par une nouvelle loi sur les sociétés anonymes (24-7-1867), qui permet aux plus gros de profiter des capitaux de plus petits bourgeois. Jusqu'en 1867, il n'y a que 15 créations de S.A par an, mais ensuite, il y en a 200 par an.

L'organisation bancaire connaît une extension considérable. De nouvelles banques recherchent l'épargne des particuliers. Ainsi se créent : le Crédit Mobilier et le Crédit Foncier en 1852, le Crédit Agricole en 1861, le Crédit Lyonnais en 1863 et la Société générale en 1834. Dans le domaine du commerce apparaissent : le Bon Marché en 1852, le Printemps en 1865 et la Samaritaine en 1869. Une bonne partie de l'économie est peu à peu contrôlée par un réseau fermé de grandes familles qui resteront, grosso modo, les mêmes jusqu'à nos jours.

LE DEVELOPPEMENT DE L'EXPLOITATION COLONIALE

Le Second Empire est également une période de conquêtes coloniales. Les premières bases de l'Empire colonial, qui sera exploité à fond après la Commune, sont implantées. Avec l'aide ou sous la pression des négociants, des grandes familles bourgeoises, de l'armée et de l'Eglise, le gouvernement français va ruiner des territoires, soumettre des populations. Tout cela en concurrence (qui dégénère parfois en guerres) avec les autres puissances impérialistes et surtout l'Angleterre.

En Afrique : la conquête de l'Algérie est pratiquement terminée en 1850, après plus de dix années de guerre. La Kabylie ne tombera qu'en 1857 ; au Sénégal, l'armée française soumet les Maures et les Toucouleurs et des expéditions sont envoyées au Niger et au Soudan en 1863-1866. En Afrique Noire, la France possède déjà un port en Mauritanie, des comptoirs de commerce en Guinée, en Côte d'Ivoire, au Gabon et au Dahomey. En 1859, le gouvernement français constitue une entité administrative regroupant toutes ses possessions de la Guinée au Gabon, c'est l'établissement français de la Côte d'Or et du Gabon. A Madagascar, en 1863, se constitue la "compagnie de Madagascar" qui permet à la France d'obtenir des avantages commerciaux, mais la prépondérance économique y revient surtout à l'Angleterre.

Avec le percement du canal de Suez, que la France a obtenu en 1854, elle s'installe en achetant des territoires : celui d'Obock en 1862 et la baie de Cheik-Saïd en 1868. En Océanie : la Nouvelle Calédonie, base importante pour le commerce et les missionnaires, est annexée dès 1853.

En Extrême-Orient : des interventions militaires ont lieu en 1858 à Annam, puis en 1859 à Saïgon, à des fins commerciales et stratégiques. Un protectorat est établi sur le

Cambodge en 1863 et la France termine la conquête de la Cochinchine en 1867. Par des expéditions, la France essaie aussi de devancer l'Angleterre en Chine.

A la fin du Second Empire, gouvernement et colons français règnent sur un territoire d'un million de km carrés, peuplé d'environ 5 millions d'habitants. Vingt ans plus tard, en 1900, cela atteindra 11 millions de km carrés et 40 millions d'habitants.

LA CONSTITUTION D'UNE CLASSE OUVRIERE MASSIVE

En France, la création de la grande industrie fait surgir la classe ouvrière moderne, avec les premières grandes concentrations ouvrières dans des usines ou dans des secteurs d'activités : les usines du Creusot passent de 2 000 ouvriers en 1845 à 10 000 en 1869 ; les usines de fonte d'Hayange ont 9 200 ouvriers en 1870 ; la métallurgie occupe, dans la région du Nord 15 000 ouvriers en 1860, puis 21 000 en 1870 ; en région parisienne, l'alimentation emploie 10 000 ouvriers en 1847, puis 40 000 en 1860 et le Bâtiment 40 000 ouvriers en 1847 puis 70 000 en 1860.

Concentrations ouvrières aussi dans le Nord-Ouest, où 40% de la population vit de l'industrie (fabrication des machines pour le travail du coton et de locomotives), dans la région lyonnaise et dans la région du Centre avec le développement de la métallurgie : 12 000 ouvriers y travaillent.

Mais ces concentrations sont encore relativement réduites et en nombre restreint et surtout, la France est encore à majorité rurale : 70% de la population en 1870. La Bretagne et l'Ouest n'ont pas encore de grandes industries. Beaucoup de paysans complètent encore leurs revenus par des salaires d'appoint, en travaillant par périodes dans les usines et de nombreux ouvriers ont encore une terre, qu'ils travaillent.

En 1866, la population totale de la France est de 38 millions d'habitants. Elle s'accroît dans les villes : Paris passe de 1 million d'habitants en 1851 à presque 2 millions en 1872 ; Marseille de 185 000 à 315 000 habitants ; Lyon de 250 000 à 325 000 ; Roubaix de 25 000 à 75 000, etc. Dans ces villes où vivent des artisans, des commerçants, est arrivée une population paysanne pour travailler dans les usines.

L'EXPLOITATION JUSQU'À L'ABRUTISSEMENT

Ces nouveaux habitants, ouvriers, se sont logés comme ils ont pu, très mal et à des prix très élevés. Les travaux entrepris dans les villes, comme ceux d'Hausmann à Paris, n'ont pas amélioré leurs conditions de logement, bien au contraire, cela a provoqué une véritable ségrégation : les ouvriers sont refoulés dans les quartiers misérables, dans de vraies réserves où ils s'entassent. A Lille, les familles les plus pauvres vivent dans des caves. Des logements au fond des cours n'ont qu'une pièce et qu'un lit, or, parfois, plus d'un ménage y vit. Quelques industriels fournissent des logements à leurs ouvriers (Schneider loge 700 ménages à la fin de l'Empire) mais un renvoi de l'usine provoque la suppression du logement.

Les conditions de travail dans les usines, comme celles des travailleurs à domicile qui sont encore nombreux sont dures : la journée de travail a été fixée à 12 heures en 1851, mais beaucoup d'entreprises peuvent l'ignorer. Ainsi, à Roubaix, les peigneurs de laine travaillent

14 heures, comme aux moulins de St-Marcellin (Isère). Dans les usines de filature, les ateliers de fabrication de la soie, les ouvriers, ouvrières et enfants, travaillent 13 heures, de 5 h à 20 h, avec 2 heures de pause.

Certains patrons justifient l'allongement de la journée de travail en disant que c'est "pour sauver les ouvriers du cabaret", d'autres trafiquent les horloges. Seule la pression ouvrière a permis, à certains moments et dans certaines entreprises, de limiter la journée de travail. Comme au Creusot, ou après trois grèves, la durée du travail est limitée à 9 heures en 1866.

Quant aux conditions de sécurité et d'hygiène dans les ateliers et les usines, elles sont tellement sommaires, qu'ajoutées à la fatigue due à la longueur de la journée de travail, elles ruinent la santé. Les ouvriers sont exposés à l'emploi de matières dangereuses, à la tuberculose provoquée par le léger duvet que dégage la préparation du fil, au risque de grisou dans les mines et à celui de se faire couper en deux dans les laminoirs, etc. A Monceau-les-mines, on compte un ouvrier tué par 18 000 tonnes de charbon produites. A Epinac, 44% des mineurs sont exemptés au conseil de révision, en 1866, alors qu'il y a 14% d'exemptés dans le reste de la population.

Dans les années 1866-68, les salaires se situent aux environs de 2 F par jour, 5 F ou plus, pour certaines professions (mineurs, charpentiers, etc.) et pour les ouvriers qualifiés. Pour les ouvrières, le salaire est moitié moindre. Un procédé de marchandage, pourtant aboli par un décret le 2 mars 1848, fait pression sur les salaires : il consiste à engager un ouvrier pour un travail à prix fixé, lequel ouvrier recrute d'autres ouvriers, qu'il paie le moins possible. Cela existe dans les mines et dans le bâtiment. Un autre procédé consiste à distribuer le travail aux enchères à l'équipe qui offre le taux le plus bas. Cela se pratique dans les mines (équipe de 4 à 12 mineurs avec des enfants), les filatures, les teintureries, chez les typographes, ou sur les chantiers de chemin de fer.

Les salaires subissent également la pression des crises : celle de 1857 avec une baisse de la production d'un cinquième dans la Métallurgie, d'un tiers dans les mines et des fermetures d'usines en 1858-59 ; celle de 1862-63 ; celle de 1866-67, moins importante, mais qui diminue les salaires des forgerons, par exemple de 20%, puis les fera encore descendre en juillet 1868, de 4 F à 2,80 F par jour. Par ailleurs, la hausse des prix aggrave la condition de vie des ouvriers, qui n'ont pour la plupart, pas assez de ressources pour vivre, alors qu'en 1869, une famille de quatre personnes a besoin d'environ 1 700 F par an pour vivre (soit environ 5 F par jour). De 1847 à 1857, les vivres, le chauffage et l'éclairage ont augmenté de 44% ; le fromage, le beurre et les oeufs de 80% et la viande de 100%. Les dépenses de pain représente 35% du salaire d'un manoeuvre en 1864 et 65% en 1868. Enfin les maladies, accidents, périodes de chômage, sont autant d'événements qui réduisent les ressources des ouvriers.

LE TRAVAIL DE TAUPE INVISIBLE DES MILITANTS

Entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, les écarts se creusent. La bourgeoisie éclate de prospérité et considère les prolétaires comme des machines à louer. Mais aux yeux de beaucoup de prolétaires, le bourgeois est un ennemi. Dans les nouvelles industries, dans les quartiers ouvriers, des milliers de prolétaires travaillent et vivent au coude à coude, développant entre eux une solidarité nouvelle, au milieu des conditions d'arriération.

Depuis la répression qui a suivi la révolution de 1848, le droit d'association, de coalition a été supprimé. Mais des sociétés d'entraide, des groupes rassemblés sous une étiquette anodine ou neutre, ont survécu, plus ou moins clandestinement. Parfois des ouvriers se réunissent dans les bois, leurs femmes faisant le guet. D'autres font la quête après la paye et concentrent leurs fonds avec ceux d'autres ateliers chez un marchand de vin, ami. Les sociétés ouvrières se multiplient au point que le gouvernement décide de les tolérer, mais en les obligeant à se déclarer.

Pour avoir une idée de la vie des militants de l'époque et de la façon dont ils militaient, on peut citer Eugène Varlin. Il vient d'une famille pauvre de province (son père était ouvrier agricole). Il devient apprenti-relieur à 13 ans et commence à travailler à 15 ans. A 18 ans il participe à la fondation de la société (syndicat) des relieurs. Tous ses moments libres, il les passe à s'instruire : avec des livres, des journaux, dans les musées, les cours du soir et dans une société de musique. S'il apprend avec acharnement, c'est qu'il veut se dévouer à la classe ouvrière, l'émanciper.

A la société des relieurs, il éduque des ouvriers, en recrute, et ses interventions dans les assemblées sont écoutées. A 22 ans, lors de l'exposition internationale de 1862, à Londres, il prend contact avec des militants anglais et en revient avec l'idée plus ferme de la nécessité d'une union entre les ouvriers de tous les pays.

En février 1864, il fait partie des 60 ouvriers signataires du "Manifeste des Soixante", dans lequel, à l'occasion d'élections législatives partielles, ils affirment la séparation de la société en deux classes : capitalistes et prolétaires. Ils y demandent : l'abrogation de la loi contre les coalitions, la création de chambres syndicales, la réglementation du travail des femmes, la réforme de l'apprentissage et l'instruction primaire gratuite et professionnelle. Et ils engagent les ouvriers à élire des députés de leur classe. Parmi ces revendications, celle du développement de l'instruction, montre que cette préoccupation figure à égalité avec les autres revendications du mouvement ouvrier.

CE N'EST QU'A PARTIR DE 1864 QUE LA CLASSE OUVRIERE SE MONTRE

En mai 1864, Napoléon III, accorde le droit de grève aux ouvriers, reculant ainsi devant la pression de la classe ouvrière qui, dans les faits, multiplie les grèves. En août 1864, Varlin engage avec ses camarades, relieurs et relieuses, une grève de trois semaines, pour obtenir une augmentation de salaire et la diminution des heures de travail.

C'est en septembre 1864, aussi, que s'est créée l'Association Internationale des Travailleurs. La section française de l'Internationale se crée rapidement, fin 1864, début 1865. Varlin en fait partie. Avec d'autres militants ouvriers, ils se retrouvent chaque soir pour organiser la section, suivre les grèves, recueillir des souscriptions pour les soutenir, chercher à éveiller la province, étudier toute question touchant au monde ouvrier, correspondre avec le Conseil Général de l'Internationale, lancer des journaux, etc.

Malgré toutes les difficultés financières et d'imprimerie et l'interdiction de parler politique, il réussissent à sortir un journal : La Tribune Ouvrière. Saisie au quatrième numéro, en 1865, ils la font alors imprimer à Bruxelles, avec l'aide d'un des dirigeants belges de l'Internationale. Ils organisent aussi des réunions déguisées en banquets.

Pendant ces années, les ouvriers adhèrent à l'Internationale, dans la foulée des grèves, par corporation entière, ou bien créent des sections de l'Internationale.

Mais la répression est toujours présente, et, en 1867, le gouvernement fait arrêter les dirigeants de la section parisienne, et saisir des papiers à leur domicile et au siège. Varlin, en qui les ouvriers ont confiance, est alors nommé à la tête de la section parisienne. Il va aider à la victoire d'une grève des ouvriers du Bâtiment de Suisse, en recueillant 10 000 F de souscription.

En mai 1867, il sera à son tour arrêté et condamné, comme ses camarades, à trois mois de prison. Et la dissolution de la section parisienne de l'Internationale sera ordonnée.

De 1864 à 1870, les grèves sont plus nombreuses et plus puissantes : en 1864, les ouvriers bronziens parisiens obtiennent la journée de 10 heures ; en 1866, les forgerons d'Epinac font grève, car leurs salaires ont été diminués de 20%. La même année, par trois fois, les mineurs du Creusot et d'Epinac font grève pour arracher la journée de 9 heures ; en 1867, grève des ouvriers bronziens parisiens pour une hausse des salaires, puis contre la suppression de leur société de secours que les patrons veulent imposer. Devant le mouvement, les patrons ferment les ateliers et 6 000 ouvriers sont sans travail. Mais les ouvriers anglais les aident par souscription et les patrons cèdent au bout d'un mois.

LA SOLIDARITE OUVRIERE PAR DELA LES CORPORATIONS ET LES FRONTIERES FAIT DES LUTTES UN ESPOIR COMMUN

La même année, grève aussi, des tailleurs parisiens, pour obtenir la journée de 10 heures et des hausses de salaire. Là aussi, ils sont aidés par les ouvriers anglais et obtiennent partiellement satisfaction. Grèves encore, nombreuses et violentes à Mâcon, car le patron d'une fonderie a diminué de 25% les salaires des ouvriers partisans de la grève et de 5% pour les autres.

En 1868 : grèves dans la région lyonnaise, des tisseurs, des graveurs et imprimeurs sur étoffe, des ouvriers en soie, des métallurgistes et des mineurs.

En 1869 : 15 000 ouvriers du bassin de la Loire sont en grève pour une augmentation des salaires et pour la diminution du temps de travail. Ils sont suivis par les mineurs de Carmaux et d'Aubin, puis par les tisserands de Rouen et de Champagne et par 400 fileurs de laine d'Elbeuf. Les patrons essaient d'embaucher d'autres ouvriers, mais ceux-ci, mis au courant par les grévistes, repartent. Le gouvernement intervient par une répression rapide et exemplaire car les grèves s'étendent. Il y a 27 morts, 29 blessés, 17 ouvriers sont condamnés à la prison et 150 ne peuvent réembaucher. A Elbeuf les ouvriers obtiennent 8% d'augmentation de salaires.

En 1870 : grève au Creusot, où les militants de l'AIT apportent des collectes faites en France, en Angleterre et en Suisse. Grèves aussi au Mans, Rennes, Orléans, Nantes, à Lyon, St Etienne, Annonay, Toulon, à Fourchambault et en Alsace où il y a 20 000 grévistes en juillet 1870. Dans ces grèves, le soutien d'autres ouvriers français, mais aussi anglais, suisses a beaucoup compté.

C'est que pendant ces années de luttes, la classe ouvrière a renforcé son organisation, les idées révolutionnaires commencent à y exister et les contacts entre ouvriers d'Europe se sont établis.

UNE FRACTION NOTABLE DES OUVRIERS FAIT DE LA POLITIQUE

Autre signe important de la remontée du mouvement ouvrier, les réunions publiques : le gouvernement les autorise en juin 1868. Cette loi aussi est en fait la reconnaissance d'une activité déjà existante, imposée par la classe ouvrière. Le gouvernement met dans cette loi de multiples limitations : pas de politique, autorisation préalable, présence d'un représentant de la police, possibilité de dissolution, de condamnation, locaux fermés, etc.

Malgré tout cela, des réunions de plus en plus nombreuses ont lieu, rassemblant en grande partie des ouvriers. Et malgré les ruses auxquelles les militants doivent parfois recourir, avec des ordres du jour comme : "grandeur et décadence de la crinoline en France" ou "l'art d'élever les lapins et de s'en faire 3 000 f de rente" ; ce sont essentiellement les idées socialistes qui y sont développées et l'idée d'une Commune sociale y devient familière au public.

Dans ces réunions, on parle des mécanismes de l'exploitation, de la lutte des classes, de l'Etat, de l'Eglise, etc. Les références invoquées sont celles de 1789-1793 et de 1848. Mais on y débat aussi du travail des femmes, des relations hommes-femmes et de leur émancipation et aussi d'insurrection : à une réunion publique en mars 1869, un ouvrier serrurier invite l'assemblée à renverser la société bourgeoise : "je veux assassiner la bourgeoisie, les capitalistes qui se gorgent de tout... je veux qu'on descende en armes dans la rue, non pas demain, mais tout de suite".

Durant la campagne électorale, pour les législatives de 1869, des milliers de personnes se rendent aux réunions. Dans le 11^{ème}, par exemple, 20 000 personnes ne peuvent pénétrer dans une salle où il y a déjà 5 000 ouvriers. Parmi les assistants il y a des jeunes, des femmes, non électeurs, mais qui ont déjà participé à des réunions publiques et qui vont manifester leur révolte contre l'Empire et faire entendre leurs voix. De ces élections de 1869, c'est la bourgeoisie libérale qui sort renforcée, après l'élection majoritaire des représentants du Parti qu'elle vient de constituer : le Tiers parti. Quant aux républicains, ils obtiennent 30 sièges au lieu de 8 en 1863.

LE REGIME IMPERIAL EN CRISE SOCIALE ET POLITIQUE

Au lendemain des élections et pendant cinq jours, la colère du peuple éclate et le 10 juin, les mouvements de rue frôlent l'insurrection. Ce jour-là, quelques 100 000 personnes font irruption dans la rue, cherchant à s'armer avec des barres de fer, en dévalisant le magasin d'armes Lefauchaux et construisent des barricades. C'est la panique du côté des possédants, le pouvoir mobilise toutes ses forces de l'ordre pour mener une importante répression. Parmi les manifestants arrêtés, il y a beaucoup de jeunes ouvriers de 16 à 20 ans.

En janvier 1870, lors de l'enterrement de Victor Noir (journaliste populaire assassiné par un parent de l'Empereur), 100 000 personnes sont présentes. On y ressent la force des masses, mais la police est prête à écraser toute émeute.

En février 1870, une insurrection éclate, suite à l'arrestation de Rochefort (fondateur d'un journal d'opposition, la Lanterne, qui publiait par exemple des déclarations de l'A.I.T.). Il devait animer une réunion publique. A cette réunion, 10 000 ouvriers survoltés répondent à l'appel aux armes d'un militant, Flourens. Des barricades se forment, les ouvriers cherchent à s'armer mais sont obligés de reculer devant les forces de l'ordre. Le lendemain soir, une autre émeute éclate, durement réprimée avec plusieurs morts et 172 arrestations.

De nouveau, en mai 1870, des émeutes éclatent. La foule se bat avec des outils, des barres de fer. Le gouvernement fait renforcer le dispositif militaire et arrêter les militants. Certains d'entre eux fuient en Belgique.

L'Empire se trouve dans une crise politique permanente et l'Empereur qui cherche une solution de stabilité au régime, organise un plébiscite le 8 mai 1870, qui lui apporte une majorité écrasante de Oui.

Fort de ce plébiscite, Napoléon III décide de déclarer la guerre à la Prusse le 15 juillet 1870. Ses motifs, ils sont dynastiques : il espérait redorer son blason, faire taire l'opposition, bref, faire l'unité derrière lui par le moyen du chauvinisme.

Et son blason, il avait bien besoin de le redorer ; car toutes les années précédentes, il avait accumulé les expéditions militaires ruineuses et désastreuses, comme celle du Mexique en 1862, ou en Italie en 1867. Aussi, selon le mot de Louise Michel, "l'aigle impérial avait du plomb dans l'aile". Et les mesures libérales de la dernière décennie, au lieu d'améliorer son image de marque, n'avaient réussi qu'à encourager l'opposition à sa politique.

LA GUERRE DE 1870 : LANCEE POUR RESOUDRE LE PROBLEME SOCIAL, ELLE EST ABANDONNEE POUR LA MEME RAISON

La guerre déclenchée en fanfare contre l'Allemagne, commence par des défaites ; les soldats et même des officiers ont le sentiment d'être dirigés par des incapables et d'aller vers une débâcle assurée.. Le courrier échangé entre le front de l'Est et le ministère est à ce sujet assez édifiant : le 19 juillet, quatre jours après la déclaration de guerre, message d'un intendant : "Aucune ressources, point d'argent dans les caisses (...) je réclame de l'argent sonnant. Envoyez des voitures pour les Etats-majors ; personne n'en a, envoyez aussi des cantines d'ambulance". Autre message d'un intendant : "Il n'y a ni sucre, ni café, ni riz, ni eau de vie, ni sel ; peu de lard et de biscuits. Envoyez d'urgence au moins un million de rations sur Thionville". Réponse de Paris : "6 août, je reçois de l'Intendant en chef de l'armée du Rhin la demande de 500 000 rations de vivres de campagne. Je n'ai pas une ration de biscuits ni de vivres de camps, à l'exception de sucre et de café".

Quant à l'armement, il n'est pas mieux organisé. Message d'un major : "Les détachements qui rejoignent l'armée continuent à arriver sans cartouches et sans campement". Lettre d'un général : "Suis arrivé à Belfort, pas trouvé ma brigade, pas trouvé Général de division, que dois-je faire ?"

Cette incapacité visible des dirigeants de l'armée finit par se savoir à Paris. On peut se faire une idée de la colère que provoquent ces nouvelles, qui arrivent avec celles des victimes parmi les proches.

Ce que la population ne sait pas, c'est que le Haut Etat-Major, les sommets du pouvoir, tablent très vite sur une défaite. Le calcul d'une victoire impériale ayant échoué, ils font le calcul inverse : laisser la tâche du maintien de l'ordre à l'armée allemande. Et ce calcul va devenir chaque jour plus assuré, plus cynique. On en trouve les signes dans ce témoignage du front. L'officier Rossel écrit à son père le 14 août : "Un trait particulier qui t'étonnera, c'est que je n'ai jamais été envoyé au feu ; j'y suis allé quelques fois, mais pour mon seul agrément, et j'ai couru peu de dangers. (...) Le 18, j'allais le soir voir la bataille, et je rencontrai le général Grenier ; il en revenait ayant perdu sa division qui se débandait tranquillement, ayant combattu sept heures sans être relevé".

Le 2 septembre, Napoléon III et ses troupes sont fait prisonniers, à Sedan. A partir de ce moment, la guerre, défensive, jusqu'ici, pour l'Allemagne se transforme en guerre offensive contre la France ; et l'armée prussienne se dirige sur Paris.

LES ILLUSIONS PATRIOTIQUES DU PARIS POPULAIRE

Le nationalisme de la population avait été exacerbé par toutes les manifestations patriotiques sous l'Empire : aussi on crie à la trahison. Petits-bourgeois et ouvriers exigent que la Défense de la capitale soit prise en main par un gouvernement fiable. Mais ce nationalisme, qui reste un poison mortel, est teinté de couleurs socialistes, grâce à l'activité inlassable des militants de nombreuses tendances révolutionnaires. Et dans la tête des militants, qui sont au coeur du petit peuple de Paris, pour défendre la patrie en danger , il faut une République.

République et Socialisme se confondent ; c'est une idée qui est reprise de la Révolution française. Car en 1793, c'est la République, en mobilisant les Sans-Culottes à la base, qui avait chassé les Prussiens à Valmy, et écarté le danger d'un écrasement par les armées étrangères coalisées.

La "Commune", c'est dans leur tête aussi une référence révolutionnaire. C'étaient ces assemblées, constituées après le 14 juillet 1789, qui réunissaient tous les citoyens sans distinction de sexe ni de fortune. Les "Enragés" ou les "Bras Nus" comme on les appelait, réunis dans ces assemblées, s'étaient proclamés en 1792 "Commune Insurrectionnelle" ; et ils avaient imposé aux députés la destitution du Roi, la proclamation de la République, et la défense de la patrie en danger contre l'Europe monarchiste.

Pour les plus conscients, le modèle révolutionnaire, c'est la combinaison des facteurs qui ont fait le succès de celle qu'on appelle la "Grande Révolution". C'est l'organisation des pauvres et leur armement, c'est une République imposée d'en bas, ce sont bien-sûr des mesures révolutionnaires, et aussi un élan patriotique pour étendre la révolution par les armes.

LE 4 SEPTEMBRE 1870 : LA DEFAITE DE SEDAN, LA REPUBLIQUE ET LE GOUVERNEMENT PROVISoire

Il ne faut donc pas s'étonner si le 4 septembre, à l'annonce de la défaite de Sedan, la foule envahit le Palais Bourbon, revendique la destitution de l'Empereur et de sa dynastie, et demande la proclamation de la République.

Effrayés par cette façon peu conforme à la légalité bourgeoise de changer le cours des choses, des hommes politiques qui s'étaient posés depuis des années comme opposants à l'Empire, en partisans bourgeois de la République, se décident à assumer le pouvoir laissé vacant. Le gouvernement qui se met en place se compose de douze politiciens bourgeois, dont les fameux "trois Jules" (Jules Favre, Jules Ferry et Jules Simon). Et un général bigot, Trochu, est mis à la présidence.

Malgré ce piètre gouvernement, la République allume tous les espoirs. Lissagaray résume la situation en une phrase : "Paris se livra sans réserves à cette gauche qu'il avait dû violer pour faire sa Révolution". L'Histoire n'a pas encore eu le temps d'enseigner que la République n'est pas une formule magique, garante en soi de socialisme, comme le croient encore militants et petites gens, et encore moins que la bourgeoisie peut faire de la République le plus commode de ses modes de gouvernement.

Ce nouveau gouvernement s'intitule pompeusement "gouvernement de Défense Nationale", mais il est hors de question pour ces hommes de faire appel à la mobilisation révolutionnaire ; son programme est au contraire la démobilisation de la population. C'est pourquoi il multiplie les déclarations patriotiques enflammées, d'en haut.

Seulement, sur le terrain, on voit beaucoup de riches se réfugier en province, ce qui leur vaut le surnom de "francs-fileurs". D'autres continuent à se vautrer dans le luxe. On voit que ce sont les plus modestes qui dans la capitale résistent, souffrent du froid et de la famine qui sont les conséquences du siège.

Mais on ne s'affranchit pas encore de l'idée que c'est aux bourgeois de diriger le gouvernement ; que si certains trahissent ou font preuve de faiblesse, il doit bien s'en trouver d'autres honnêtes, intègres, en un mot sincèrement du côté du peuple ; et finalement que le devoir des masses est d'intervenir dans la politique, de descendre dans la rue autant que nécessaire jusqu'à ce que soient mis en place de tels hommes.

Ce dont personne n'a encore conscience, c'est que la bourgeoisie ne peut plus produire des hommes de ce type. Car depuis 1848, plus aucune couche de cette bourgeoisie n'est révolutionnaire, n'est capable de faire passer sa volonté de changer les choses avant sa peur de l'intervention populaire.

Et ce que personne n'imagine non plus, c'est que le peuple travailleur puisse mettre en place son propre gouvernement, avec ses hommes à lui à tous les postes. Même si ce n'est plus pour longtemps, on est encore de ce point de vue dans les traces de 1848. C'est en partie ce qui explique qu'on puisse voir même un Blanqui déclarer dans son journal "La Patrie en Danger" qu'il vient "offrir au gouvernement son soutien le plus énergique et le plus absolu". La section française de l'Internationale, elle aussi, prête son concours pour la résistance.

MARX : LA GUERRE ET L'INTERNATIONALISME

Pour Marx, il était évident que les ouvriers de Paris devaient faire "leur devoir de citoyen" en défendant la capitale ; même si dans le même temps il émettait des réserves sur le gouvernement Trochu. Marx n'a jamais été pacifiste, ni neutraliste ; il a compris que les guerres étaient un produit inévitable et constant du système capitaliste. Lors d'un conflit, sa

position est de chercher à utiliser la guerre, puisqu'elle a lieu, pour en diriger le cours dans l'intérêt du prolétariat international.

Ainsi, avant que la guerre de 1870 ne commence, il appelle les ouvriers allemands à la défense, aux côtés de Bismarck ; et s'adresse aux ouvriers français en leur prônant le refus de se battre. Il est du côté de l'Allemagne. L'Allemagne n'avait pas achevé l'unification de son territoire national ; la bourgeoisie avait refusé en 1848 de s'appuyer sur la révolution, et le problème de l'unité politique n'avait pas été réglé. L'Allemagne était une mosaïque de petits Etats souverains. La Prusse, parmi ces Etats, avait réussi peu à peu à être prépondérante, et commençait à réaliser autour d'elle une certaine unité économique. La politique de Bismarck, premier ministre depuis 1862, consistait à réaliser par le haut cette fameuse unité allemande que la bourgeoisie réclamait. Et pour Marx, Soutenir cette unification, c'est le meilleur moyen de mettre les ouvriers allemands en position de force. Il écrit à Engels en 1870 : "Si les Prussiens sont victorieux, la centralisation du pouvoir sera utile à la classe ouvrière allemande".

Par contre au lendemain du 4 septembre, quand Bismarck s'avère victorieux et prend l'offensive contre Paris, et quand les Parisiens imposent la République, la position de Marx et de l'Internationale change avec la situation. La guerre est devenue pour Bismarck une guerre de conquête et on entend la bourgeoisie allemande réclamer le démantèlement de la République française parce qu'elle est le résultat d'une révolution victorieuse : cette guerre-là est donc réactionnaire. Marx est pour la défense de la France cette fois, donc pour la défaite de son propre pays.

Ces positions ne parviendront guère à changer le cours des choses, ni même simplement à influencer la vision des militants des courants socialistes. Si c'est quand même le cas dans la section allemande de l'Internationale, ça l'est bien moins du côté français, où le nationalisme reste un problème. Cela a été flagrant aux moments les plus difficiles : après le 4 septembre, on voit bien la section allemande appeler au défaitisme ; mais avant le 4 septembre on n'a pas vu la section française faire le moindre geste de ce genre, même si, bien sûr, elle appelait les ouvriers allemands à ne pas se battre. Mais appeler les ouvriers du camp adverse au défaitisme, ou au pacifisme, ce n'est pas une preuve d'internationalisme ; c'est même quelque chose que pratiquent toutes les bourgeoisies.

Mais malgré ce patriotisme désormais dépassé, il reste aux Parisiens l'esprit de vigilance, l'idée d'organisation et celle de la nécessité de s'armer.

LA POPULATION FORME A LA BASE DES COMITES DE VIGILANCE, AVEC UNE DIRECTION : LE COMITE DES VINGT ARRONDISSEMENTS

Ces idées-là vont se concrétiser par la mise en place d'organes de contrôle sur le gouvernement, à l'initiative de militants du mouvement ouvrier. Ce sont des militants qui ont l'habitude de se retrouver dans des réunions publiques, où ils défendent leurs idées et échangent leurs espoirs dans le changement social. Ce sont des Blanquistes, des Internationalistes, des Anarchistes, des Républicains radicaux. Souvent ces militants de différentes tendances se connaissent, et sont connus pour leur activité militante : ils ont subi la répression de Napoléon III. Ils ont dirigé des grèves pour certains, les plus anciens ont participé en 1848 aux combats de rue. Ce sont en général des militants politiques sincères, dévoués à leurs idées et éprouvés par la répression.

Dès le 4 septembre, ils appellent donc à constituer dans les arrondissements des Comités de Vigilance, chargés de “surveiller les maires et de recueillir les réclamations”. Et ils se dotent même d’un organe central, formé de délégués envoyés par les Comités de Vigilance. Un témoin, Vallès, raconte la formation de ce Comité des Vingt Arrondissements : “Chaque arrondissement est représenté par 4 délégués que vient de nommer l’assemblée, et je suis un des élus qui auront à défendre, contre l’Hôtel de Ville, les droits d’un faubourg de là-haut. (...) Ce sont quatre-vingts pauvres descendus de quatre-vingts taudis, qui vont parler et agir - frapper s’il le faut - au nom de toutes les rues de Paris, solidaires dans la misère et pour la lutte.”

Ce comité prendra une importance au cours des mois suivants : c’est lui qui, par voie d’Affiches Rouges, donnera un programme et un idéal politique à la population laborieuse de Paris. Dans la première Affiche Rouge, le 15 septembre 1870, les signataires revendiquent “l’élection des municipalités et la police remise entre leurs mains, l’élection et la responsabilité de tous les magistrats, le droit absolu de presse, de réunion et d’association, l’expropriation de toutes les denrées de première nécessité, le rationnement, l’armement de tous les citoyens, l’envoi de commissaires pour faire lever la Province.”

LA POPULATION EN ARMES A TRAVERS LA GARDE NATIONALE

Ce Comité des Vingt sera “le coeur du Paris révolutionnaire”, ou si l’on préfère sa tête. Mais ce coeur-là n’aurait pu avoir aucun rôle dans les événements si le Paris populaire n’avait pas eu aussi un corps bien charpenté et des bras pour agir ; et ce bras armé existait : c’était la Garde Nationale.

La Garde Nationale était apparue pendant la Révolution Française, formée de citoyens qui s’étaient armés après le 14 juillet 1789. Avec Napoléon Ier, elle avait été placée sous la tutelle du ministère de l’Intérieur : c’était donc devenu une armée bourgeoise classique. En 1830 ou en 1848, par exemple, elle avait servi à mater les mouvements populaires et à rétablir l’ordre.

Mais en août 1870, avec la guerre, Napoléon III allait constituer la Garde Nationale sous une forme différente : tous les hommes valides de moins de quarante ans pouvaient s’y incorporer pour défendre le territoire. Et, à Paris, il y eut énormément de volontaires. En raison du patriotisme, et aussi parce que les Gardes Nationaux avaient droit à une solde de 1,50 F par jour (30 sous). Avec le ralentissement de l’économie et la fermeture des fabriques pendant le siège, la plupart des ouvriers au chômage et des petits artisans en difficultés s’étaient engagés comme Gardes Nationaux.

Les chefs restent bourgeois, mais le gros des bataillons, sauf dans les quartiers riches, est donc formé d’ouvriers et de petits artisans : au total, entre 200 000 et 300 000 Gardes selon les périodes, bien armés avec 450 000 fusils et 2 000 canons. Ces ouvriers armés, enflammés par le patriotisme et fiers de leur nouveau rôle se sentent forts et fiers de cette force.

Le 31 octobre 1870, le gouvernement n’échappe à une nouvelle insurrection que de justesse, surtout grâce à l’indétermination des militants : une foule de manifestants, à l’appel du Comité des Vingt Arrondissements, réclame la mise en place de la Commune. Les beaux-

parleurs du gouvernement s'en tirent cette fois-là en promettant des élections municipales... qu'ils s'empresseront d'annuler une fois la population calmée. Par contre, cet épisode permet au gouvernement d'arrêter les militants, dont Blanqui, qui est arrêté quatre mois après et qui de ce fait restera prisonnier pendant toute la durée de la Commune.

Mais le gouvernement ne peut en rester là. Son premier problème, c'est de désarmer les Parisiens, sous peine d'être remis en cause à la moindre émeute. L'idée s'impose donc en son sein d'arrêter la guerre, de capituler. Et si Paris s'oppose à la capitulation, on opposera, comme en 1848, la province à Paris. La façade légale de cette manoeuvre a déjà été rodée : c'est le suffrage universel. En organisant des élections législatives dans l'ensemble du pays, on peut espérer constituer une Assemblée qui se chargerait de trancher sur la continuation ou l'arrêt de la guerre.

Les résultats de telles élections sont prévisibles : les paysans en ont assez de financer la guerre ; politiquement, ils sont sous l'influence de l'Eglise et des gros propriétaires terriens, que l'Empire a renforcés. De plus, la propagande officielle leur désigne Paris comme la proie des rouges, des partageux, des fauteurs de troubles perpétuels.

L'Assemblée qui sort des urnes en février 1871 est ultra-réactionnaire, et à majorité monarchiste. Les républicains y sont minoritaires. Anecdote significative, le patriote italien Garibaldi, qui y est pourtant élu, est conquis et démissionne. Cette Assemblée est un ramassis de ce qu'il y a de plus conservateur dans le pays : bourgeoisie arrogante, hommes d'Eglise et propriétaires terriens. Ces gens-là sont à la recherche d'un sauveur, capable de mater Paris, de négocier la Paix et de rétablir ensuite la monarchie. Thiers, que Lissagaray appelle le fossoyeur de la République de 1848, se propose pour être ce sauveur : l'Assemblée le nomme Chef du pouvoir exécutif.

LA REVOLUTION DANS LA GARDE NATIONALE : ELECTIONS DE DELEGUES, CONSTITUTION D'UNE DIRECTION PAR LA BASE

Mais loin de reculer, la population franchit un nouveau pas. Les Gardes Nationaux décident d'élire parmi eux des délégués, et de soumettre toutes les responsabilités, grandes et petites, à un vote, sans distinction de grade. 215 bataillons se fédèrent, c'est-à-dire leur quasi totalité.

Ils élisent un Comité Central qui est une direction de l'ensemble de la Garde, élue par en-bas et révocable. C'est une révolution interne qui enlève toute possibilité au pouvoir d'utiliser la Garde Nationale, et qui la remet au service du milieu social dont elle est majoritairement issue.

Cette direction toute neuve démontre et augmente son crédit à l'occasion de l'entrée des Prussiens dans l'Ouest de Paris, en organisant un service d'ordre dans toute la ville. Un pas est franchi.

Le Comité des Vingt Arrondissements établit une liaison avec le Comité Central de la Garde Nationale ; parfois les mêmes hommes sont des militants du Comité des Vingt Arrondissements et des élus de la Garde. Le programme du Comité Central de la Garde Nationale reste la résistance à la capitulation et la République.

Mais le fait que les travailleurs en uniforme se donnent les moyens de mener leur propre politique, indépendamment des Etats-majors est une contestation directe de tout l'ordre bourgeois. Le gouvernement le dit lui-même : ces élus sont plus dangereux pour l'ordre établi que les militants du Comité des Vingt qui bien que plus radicaux sont moins suivis.

Oui, le Comité Central de la Garde Nationale, élu en son sein par la base, sous le contrôle de la population, c'est véritablement l'embryon d'un pouvoir d'un type nouveau, opposé sur la forme et sur le fond au gouvernement officiel. Ses élus sont connus dans leurs bataillons, choisis pour leur mérite et non pour leurs galons. Ce sont donc eux qui ont le plus d'autorité morale sur la Garde et sur les quartiers populaires.

Quant aux bataillons des quartiers riches, ils affichent le plus souverain mépris vis-à-vis des "à-outrance" comme ils les traitent pour se moquer de leur acharnement à défendre Paris ; ils les surnomment aussi les "30 sous" pour se moquer de leur solde de misère. Bourgeois et gouvernement ont beaucoup à craindre de ces rebelles, de cette direction "occulte" comme ils disent ; car les élus des fédérés, ce sont effectivement des inconnus, des gens du rang qui ont soudain décidé de prendre en main leurs propres affaires.

L'idée de "casser quelques-unes de ces têtes chaudes", d'une "saignée nécessaire" fait son chemin chez les privilégiés. Thiers est pressé : il veut avoir réglé le problème avant la prochaine convocation de l'Assemblée, le 20 mars. Aussi, dès les premiers jours de mars, il prend une première série de mesures. Il commence par s'en prendre aux libertés politiques : il interdit six journaux républicains et condamne à mort Blanqui et Flourens.

L'Assemblée s'installe à Versailles au lieu de Paris. Ensuite, il rend immédiatement exigible (dans les 48 heures) le paiement de tous les loyers suspendus depuis six mois à cause du siège. Et les échéances de crédit des petits artisans, également suspendues jusque là, doivent être payées dans les mêmes délais. Concrètement, cela signifie que plusieurs centaines de milliers de Parisiens sont menacés de faillite, d'expulsion ou des deux à la fois.

Et par dessus le marché, il supprime aussi la solde de 30 sous de tous les Garde Nationaux, c'est-à-dire qu'il leur enlève leur seul revenu. Ses adversaires clairement désignés, Thiers tente un coup de force en décidant de subtiliser les canons entre leurs mains. Il y en a 250, et c'est par souscription populaire qu'ils avaient été payés.

LA JOURNEE DU 18 MARS 1871 : LES CANONS DE MONTMARTRE SONT RECUPERES PAR LES FEMMES

Thiers choisit la nuit du 17 au 18 mars pour son coup de force. Il veut démontrer à Paris qu'il est le maître. A 3 h du matin, il envoie des bataillons chargés de s'emparer des parcs d'artillerie. Les canons sont lourds, difficiles à déplacer. A l'aube, alors que tout aurait dû être terminé, la population se réveille ; et tout le monde peut voir les soldats s'acharner sur les canons englués dans la boue.

Ce qui se passe à ce moment-là, on peut s'en faire une idée avec le témoignage de Louise Michel : "Montmartre s'éveillait, le rappel battait, je revenais en effet, mais avec les autres à l'assaut des buttes. "Dans l'aube qui se levait, on entendait le tocsin ; nous montions au pas de charge, sachant qu'au sommet il y avait une armée rangée en bataille. Nous

pensions mourir pour la liberté. On était comme soulevés de terre. Nous morts, Paris se fût levé. Les foules à certaines heures sont l'avant-garde de l'océan humain. La butte était enveloppée d'une lumière blanche, une aube splendide de délivrance.

“Tout à coup je vis ma mère près de moi et je sentis une épouvantable angoisse ; inquiète, elle était venue, toutes les femmes étaient là montées en même temps que nous, je ne sais comment. Ce n'était pas la mort qui nous attendait sur les buttes où déjà pourtant l'armée attelait les canons, pour les joindre à ceux des Batignolles enlevés pendant la nuit, mais la surprise d'une victoire populaire. Entre nous et l'armée, les femmes se jettent sur les canons, les mitrailleuses ; les soldats restent immobiles. Tandis que le général Lecomte commande feu sur la foule, un sous-officier sortant des rangs se place devant sa compagnie et plus haut que Lecomte crie : Crosse en l'air ! les soldats obéissent. C'était Verdaguère qui fut pour ce fait surtout, fusillé par Versailles quelques mois plus tard. La Révolution était faite.

“Lecomte arrêté au moment où pour la troisième fois il commandait feu, fut conduit rue des Rosiers où vint le rejoindre Clément Thomas, reconnu tandis qu'en vêtements civils il étudiait les barricades de Montmartre. Suivant les lois de la guerre ils devaient périr.(...) Conduits du Château-Rouge à la rue des Rosiers, Clément Thomas et Lecomte eurent surtout pour adversaires leurs propres soldats.(...) Clément Thomas et Lecomte furent fusillés vers quatre heures rue des Rosiers.”

Ce soir du 18 mars, la grosse majorité des bataillons a fraternisé avec la foule. Les appels de Thiers aux “bons citoyens” sont restés lettre morte : à peine quelques Gardes des quartiers riches, qui s'éparpillent dès qu'ils constatent leur faiblesse.

QUELQUES COMMUNES EN PROVINCE

En fait, c'est dans tout le pays que le gouvernement de Thiers est contesté. Depuis le 4 septembre, en province, l'autorité centrale n'était plus suivie dans la majorité des départements. Les municipalités réclamaient leur autonomie et refusaient d'obéir aux préfets. Le 4 mars, Lyon avait constitué un Comité de Salut Public pour défendre la République. Du 22 au 25 mars, nouvelles émeutes à Lyon, où la Commune sera proclamée sous la pression d'une grande manifestation populaire et de 800 délégués de la Garde Nationale.

Des événements comparables ont lieu à St-Etienne du 24 au 28 mars, c'est-à-dire après l'insurrection parisienne ; même chose au Creusot, le 26 mars ; à Marseille l'insurrection tient douze jours, du 23 mars au 4 avril : des Grades Nationaux appelés pour réprimer une grève de dockers, se retournent contre le préfet et le chassent.

Mais partout, les radicaux et les Gardes Nationaux font preuve d'indécision, et ne prennent pas la direction des émeutes. Finalement les troupes gouvernementales parviennent à briser les tentatives de Commune en province ; et Paris sera isolé.

LA BOURGEOISIE ABANDONNE PARIS

Thiers se souvient alors des événements de 1848. Il écrit lui-même : “le 24 février 1848, le roi Louis-Philippe m'avait demandé, lorsque les choses avaient pris mauvaise tournure, ce qu'il y avait à faire. Je lui répondis qu'il fallait sortir de Paris pour y entrer avec

le général Bugeaud et 50 000 hommes”. Thiers élabore donc un plan basé sur cette idée : sortir de Paris pour y revenir en force. Il lui fallait reprendre en main les soldats à demi-gagnés par l’insurrection, ou indécis. Il lui fallait un délai pour reconstituer le moral et le nombre de ses troupes ; il y mettra deux mois. Y compris avec l’aide de Bismarck qui lui rendra une partie des prisonniers de guerre.

Le 18 mars, devant l’insurrection, Thiers décide donc de déménager tout le personnel politique à Versailles ; et tout ce que Paris compte de nantis, de privilégiés et de compétences payées à leur service - avocats, journalistes, fonctionnaires, professeurs - tous suivent aussitôt. L’appareil d’Etat et une bonne partie des classes dirigeantes déménagent. En quelques heures, une ville d’un million six cent mille habitants se retrouve sans plus aucune organisation. Tous ceux qui dirigeaient les différents services, des halles aux hôpitaux, en passant par les postes, les cimetières, etc. laissent leurs services paralysés et sans un sou dans les caisses, embarquant les tampons ou les clés.

Le soir de cette fameuse journée du 18 mars, quand il apparaît que Thiers décidément ne revient pas, le Comité Central de la Garde Nationale se rend à l’Hôtel de Ville. Et là, après des hésitations, de longues discussions sur la légitimité de son intervention, il finit par prendre en main l’intérim du pouvoir, et s’engage à organiser des élections pour le remettre au plus tôt à un gouvernement élu par la population de la ville.

LES TRAVAILLEURS PARISIENS INVENTENT LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS

Mais ce Comité Central de la Garde Nationale qui fait office de gouvernement provisoire a beau être indécis, légaliste, il est tout sauf malhonnête. Il est tout sauf assoiffé de pouvoir. Il est la preuve vivante qu’un pouvoir intègre et désintéressé est possible, avec les ouvriers et les gens d’aujourd’hui.

Ses membres sont élus et révocables par les bataillons. Ils refusent de s’allouer plus que les 30 sous qu’ils touchaient jusque là. Leur déclaration à ce sujet est celle-ci : “Quand on est sans contrôle et sans frein, il est immoral de s’allouer un traitement quelconque. Nous avons vécu jusqu’ici avec nos 30 sous. Ils suffiront encore.”

Et en attendant d’organiser des élections, ils votent la décision suivante, dans la nuit du 18 mars : “le prolétariat a compris qu’il était de son devoir absolu de prendre en main ses destinées, et d’en assurer le triomphe en s’emparant du pouvoir.”

Cette phrase signifie que le pas que les ouvriers en armes de 1848 n’avaient pas imaginé de faire, vient d’être fait. Pour la première fois naît l’idée dans la tête des opprimés qu’ils peuvent être eux-mêmes le pouvoir, qu’ils ne sont pas éternellement obligés d’y placer des gens qui ne sont pas de leur bord et dont il faut sans cesse être déçus.

Et dès que cette idée apparaît, elle est réalisée. Avec les moyens qui sont les leur, le travail, l’honnêteté, le dévouement, l’organisation. Ces mesures, ces idées, cette nouvelle façon de voir le pouvoir et la politique, elles viennent d’abord de la composition sociale de ce gouvernement provisoire. Elles n’étaient dans les programmes d’aucun des partis, pas même dans celui de l’Internationale ou de Marx.

Jules Vallès raconte : “Où est le Comité central ? Le Comité ?... Il est égrené dans cette pièce. L’un écrit, l’autre dort ; celui-ci cause, assis à moitié sur une table ; celui-là, tout en racontant une histoire qui fait rire les voisins, rafistole un revolver qui a la gueule fendue. Je n’en connais aucun. On me dit leurs noms : je ne les ai pas encore entendus. Ce sont les délégués de bataillons, populaires seulement dans leur quartier. Ils ont eu leurs succès d’hommes de parole et d’hommes d’action dans leurs assemblées, souvent tumultueuses, d’où est sortie l’organisation fédérale. Je n’ai point assisté à ces réunions, étant forcé de me cacher avant et après ma condamnation.

“Ils sont six ou sept, pas plus, en ce moment, dans cette grande salle où l’Empire, en uniforme doré et en toilette de gala, dansait il n’y a déjà pas si longtemps ! Aujourd’hui, une demi-douzaine de garçons à gros souliers, avec un képi à filet de laine, vêtus de la capote ou de la vareuse, sans une épaulette ni une dragonne, sont, sous ce plafond à cartouches fleurdelisés, le gouvernement.”

Etonnement du même ordre chez un autre témoin de cet événement, Arthur Arnould : “A l’Hôtel de Ville, il y avait des hommes dont personne ne connaissait les noms, parce que ces hommes n’avaient qu’un nom : Le peuple. La tradition était rompue. Quelque chose d’inattendu venait de se produire dans le monde. Pas un membre des classes gouvernantes n’était là.

“Une révolution éclatait qui n’était représentée ni par un avocat, ni par un député, ni par un journaliste, ni par un général. A leur place, un mineur du Creusot, un ouvrier relieur, un cuisinier, etc., etc. Un pareil fait se produisant dans Paris révélait, je le répète, une situation sans précédent. Dans le livre de l’histoire, on avait tourné une page, on entamait un nouveau chapitre.”

Le Comité Central s’occupe immédiatement de remettre en marche le fonctionnement de la ville. Il ne nomme pas de ministres, mais des commissions spécialisées où les responsabilités sont assumées à plusieurs par les volontaires. Ainsi ceux qui décident sont aussi ceux qui appliquent. Varlin (relieur, élu de la Garde Nationale), et Jourde (comptable), sont chargés des finances avec trois autres camarades. Dès le 19 mars au soir, le Comité Central obtient de quoi payer les Gardes Nationaux et les salariés de la ville par la Banque de France. Il l’obtient surtout grâce à l’argument que constitue une escorte de deux bataillons de Gardes armés.

Là encore, le légalisme du Comité Central lui interdit de toucher au trésor de la Banque de France. C’est qu’il ne se voit pas imposer au pays le nouveau régime. Les communards en sont fiers, car il est propre, peu coûteux, efficace. Mais ils ont en tête jusqu’au bout, que c’est par l’explication et l’exemple qu’ils vont l’étendre, et que ce qu’ils font à Paris sera reconnu. Ils n’ont en réalité aucune idée de ce à quoi se prépare la bourgeoisie, qui se moque de cet exemple, n’y croit pas une seconde, et va le salir d’autant plus qu’il va s’avérer viable.

Surtout, les Communards ne voient pas que cette bourgeoisie dispose d’un appareil d’Etat terriblement efficace, d’une machine à tuer sociale. Et ils n’élaboreront pas de politique pour tenter de la démolir.

C'est donc dans une relative inconscience, mais aussi dans les conditions terribles d'un siège - on dirait de nos jours un embargo -, qu'ils commencent à construire, dans tous les domaines, un monde nouveau.

Prenons l'exemple de l'Imprimerie Nationale. Le 18 mars, deux militants de l'Internationale, dont Louis Debock, ouvrier typographe, lieutenant du 167^{ème} bataillon de Fédérés, viennent occuper l'Imprimerie Nationale avec un bataillon. Ils vont voir le directeur, qui se déclare contre l'insurrection. Réponse de Debock : il lui donne quelques jours pour vider les lieux.

Debock avait 49 ans et militait depuis 1846. Il s'était battu en 1848, et il avait dirigé une grève des typographes en 1862. Donc, après avoir licencié le directeur, il lui demande les noms et adresses du personnel, que celui-ci avait immédiatement renvoyé devant la victoire de l'insurrection. L'ex-directeur refuse. Bien accompagné, Debock part en pleine nuit faire lever le chef des travaux, qui va devoir donner malgré lui les adresses du personnel.

Aussitôt, Debock part en voiture chercher quelques-uns des ouvriers. Et le 19 mars à 2 heures du matin selon Lissagaray, les premières affiches annonçant la victoire de l'Imprimerie sortent de l'Imprimerie Nationale et fleurissent les murs de Paris, avec l'en-tête officiel. Debock ne s'arrête pas là : les ouvriers de l'Imprimerie Nationale n'ont pas été payés depuis 15 jours, et ils craignent de ne pas l'être. Debock s'engage par affiches que les sommes dues seront intégralement payées : et il tient promesse, par un prélèvement sur les premiers fonds arrachés à la Banque de France. Et ce sera le même Debock, avec d'autres, qui va diriger l'Imprimerie Nationale jusqu'au dernier jour de répression de la Commune ; pour cela il remplace les chefs et les employés démissionnaires par des ouvriers élus.

LES ELECTIONS A LA COMMUNE DE PARIS

Les Parisiens veulent remettre officiellement le pouvoir à leurs élus par le suffrage universel. Ils étaient convaincus qu'une fois les élections faites, ils ne seraient plus en situation d'insurrection, et que leur gouvernement serait considéré comme légitime et donc intouchable.

Pendant huit jours, le Comité Central va même s'user, se dépenser en tractations avec les maires de Paris... qui refusent d'organiser les élections. Finalement, l'organisation du vote dévore beaucoup d'énergie, à un moment où Thiers profite de chaque journée pour se renforcer.

Mais le Comité Central obtient les élections pour le 26 mars et se prépare à céder la place, après des consignes de vote bien en accord avec son origine sociale : "Ne perdez pas de vue que les hommes qui vous serviront le mieux sont ceux que vous choisirez parmi vous, vivant de votre propre vie, souffrant des mêmes maux. Défiez-vous autant des ambitieux que des parvenus... (...) Evitez ceux que la fortune a favorisés, car trop rarement celui qui possède la fortune est disposé à regarder le travailleur comme un frère".

Le 26 mars, les travailleurs vont aux urnes en bande, bras dessus bras dessous, en chantant. Le 27 mars 1871, 200 000 Parisiens et Parisiennes installent leurs élus à l'Hôtel de Ville, au cri de "Vive la Commune". Lissagaray raconte : "Jamais depuis la Fédération de 1790, les entrailles de Paris ne furent aussi fortement secouées".

Qui sont ces hommes qui forment le nouveau gouvernement de la Commune ? 19 sont élus par les quartiers riches. Ce sont d'ex-maires ou adjoints, libéraux, qui vont démissionner rapidement. L'ensemble des autres élus (66) recueille les votes des quartiers populaires. La plupart sont des militants reconnus, soit depuis 1848 comme Blanqui, Delescluze, Félix Pyat, soit depuis l'Empire et le siège comme Raoul Rigault, Vermorel, Flourens, Vaillant, Vallès, Lefrançais...

Parmi eux, 25 ouvriers, dont les relieurs Varlin et Clémence, le menuisier Pindy, le ciseleur Theisz, le fondeur Duval, le tourneur Malon, le mécanicien Assi, le chapelier Amouroux... 17 sont membres de l'Internationale. Il y a aussi des employés, des comptables, des enseignants, des médecins, quelques journalistes qui se mettent au service de la cause populaire. Parmi tous ces élus, il y a également un millionnaire, Gustave Tridon, qui avait consacré sa fortune à la cause révolutionnaire. 19 élus sont des membres du Comité Central qui siégeait précédemment, comme Assi, Jourde, Billioray, Varlin, Delescluze, Pyat, Vallès, Vaillant. Parmi les élus, beaucoup sont jeunes, environ 25 ans, et beaucoup sont originaires de province.

Blanqui, bien qu'emprisonné par Thiers à la veille du 18 mars et jusqu'en novembre 1871, a été un des grands élus de la Commune, recueillant la majorité des voix dans le 18ème (14 953 suffrages) ainsi que dans le 20ème (13 859 voix) où il est aussi élu et il recueille d'autres voix dans tous les arrondissements. Des négociations sont tentées auprès de Thiers pour échanger Blanqui prisonnier, contre l'archevêque de Paris et d'autres ecclésiastiques. Mais Thiers s'y refuse, il ne veut pas donner un chef à la Commune.

La composition politique de la Commune regroupe trois tendances, après le départ des représentants de la bourgeoisie : il y a des Blanquistes, partisans de la révolution sociale et d'une Commune comme celle de la Révolution Française (1792) dictatoriale et centralisatrice. Leur parti a été désorganisé avant la Commune par la répression et Blanqui est en prison. Mais, malgré cela, les Blanquistes (Eudes, Duval, Rigault, Ferré...) participent activement à la Commune, assumant un certain nombre de responsabilités à la Commission Exécutive, ainsi que pour organiser l'armée, la police et la justice. Ils poussent aux décisions rapides et à l'action. Parmi eux, Duval et Vaillant sont membres de l'Internationale.

Le deuxième groupe, ou minorité, est composé des principaux membres de l'Internationale et de la plupart des ouvriers comme Franckel, Malon, Varlin, etc. Ils sont encore attachés aux idées anarchistes de Proudhon et quelques-uns à celles de Bakounine. Ils refusent l'idée de dictature que devraient exercer les travailleurs et dont seuls les Blanquistes sont alors conscients de l'absolue nécessité pour se donner une chance de victoire. Ils sont de façon épidermique contre aussi l'idée de centralisation politique de la classe ouvrière. Ils pensent par exemple que la province suivra par l'exemple, s'organisant en Communes qui se fédéreront avec Paris.

Il y a enfin une troisième tendance que l'on qualifie de "jacobins". Ce sont les plus nombreux. Ils ont des opinions diverses, se rassemblant autour des souvenirs de 1793. Ils veulent doter la Commune d'un Comité de Salut Public et se posent en défenseurs de la propriété privée. Beaucoup sont des anciens de 1848 comme Delescluze, le plus écouté, ou comme Félix Pyat (journaliste) qui se bat surtout dans son journal le Vengeur. Il y a également Flourens, plein d'ardeur pour la Commune, qui pousse à l'action.

UN ETAT PROPRE : L'ETAT OUVRIER AU SALAIRE OUVRIER

Les membres de la Commune fixent leurs salaires à 15 F par jour, salaire d'un ouvrier qualifié de l'époque, soit 5 475 F par an. Ils s'interdisent le cumul des traitements et toute sortes de privilèges. A l'époque, un fonctionnaire était payé de 30 000 à 100 000 F par an et par fonction exercée. Lorsque un banquier, Jecker, pour obtenir un passeport, offre 100 000 F à un employé de la Commune, celui-ci le fait arrêter.

Ce gouvernement honnête est aussi un Etat à bon marché : il ne dépense au total que 46 millions de francs (16 fournis par la Banque de France, le reste venant d'impôts).

Au lendemain des élections, la Commune met en place des commissions spécialisées qui prennent le relais de celles mises en place par le Comité Central. A la Commission des Finances, Jourde doit toujours résoudre chaque matin le problème de nourrir 350 000 travailleurs et alimenter ensuite les différents services. La dépense la plus importante, celle de la guerre, s'élèvera en tout à 20 millions. On saura plus tard que pendant que la Commune dépensait 46 millions au total, les bourgeois de Versailles dépensaient 257 millions pour se réarmer contre Paris.

A la Commission de la Justice, animée par Protot, la caste des magistrats, avocats, hommes de lois est supprimée. Les magistrats doivent être élus et recevoir un salaire fixe.

A la Commission de la Sûreté (c'est la Police), la tâche y est difficile pour Rigault, 24 ans, qui doit réorganiser les 80 commissariats de quartiers, et l'administration centrale... car les fonctionnaires ont fui à Versailles. Il se préoccupe de dépouiller les dossiers des agents secrets et mouchards de la police impériale. Les otages et les prisonniers sont traités avec humanité, recevant des visites librement. Pendant la Commune, les rues de Paris n'ont jamais été aussi sûres et, dit Marx : "plus de cadavres à la morgue, plus d'effractions nocturnes, pour ainsi dire plus de vols". Un membre de la Commune raconte : "Nous n'entendons plus parler d'assassinats, de vols, ni d'agressions ; on croirait vraiment que la police a entraîné avec elle à Versailles toute sa clientèle conservatrice".

A la Commission des Services Publics et de l'Enseignement les délégués réussissent à faire fonctionner, avec le quart des employés en poste sous l'Empire, les services municipaux, la poste, la monnaie, l'enseignement.

Aux Postes, le ciseleur Theisz, obtient la participation active d'employés pour réouvrir les bureaux et effectuer la levée et la distribution du courrier. Des agents, en faisant plusieurs kilomètres, réussissent à envoyer le courrier en province et s'organisent sur leur initiative pour faire entrer les lettres dans Paris.

Camélinat, monteur en bronze, s'occupe de la monnaie : avec des lingots d'argents, la vaisselle impériale, les reliquaires de l'Impératrice et des églises, il fait des pièces de cent sous. Il fabrique des timbres-postes.

A l'Enseignement, Edouard Vaillant, médecin, membre de l'Internationale, avec Jules Vallès, écrivain, et le poète-chansonnier Jean-Baptiste Clément, se chargent d'organiser l'enseignement primaire et professionnel, en service public, gratuit et débarrassé de toute ingérence de l'Eglise. Les filles sont scolarisées pour la première fois. Les fournitures sont

assurées gratuitement. L'école est obligatoire de 5 à 12 ans. Des cours du soir sont mis en place afin que l'instruction soit rendue accessible à tous.

Les membres de la Commune, mis devant une multiplicité de problèmes, de responsabilités, se dévouent sans compter à la tâche de transformer la société. Ils sont à la fois sur les barricades et à la fois à l'organisation de la vie quotidienne : d'une main ils combattaient, de l'autre, ils construisaient.

A la Commission du Travail, de l'Industrie et des Echanges, le délégué Léo Franckel et les autres membres comme Malon ou Theisz, tous socialistes révolutionnaires, considèrent nécessaire de faire une propagande socialiste et de chercher les moyens d'égaliser le travail et le salaire. Ils veulent faire de Paris un grand centre de production en favorisant le commerce national et international. Les mesures sociales prises par la Commune sont en faveur des ouvriers : les gros salaires liés à la fonction (directeur par exemple) sont supprimés. Le maximum des salaires est fixé à 6 000 francs par an.

Le travail de nuit est supprimé dans les boulangeries ; les amendes et retenues sur salaires sont interdites et celles infligées depuis le 18 mars sont restituées ; des bureaux de placement sont ouverts dans les mairies ; la journée de travail est fixée à 10 heures au lieu de 12 légales ; les ateliers abandonnés sont confiés à la gestion des ouvriers regroupés en coopératives.

Les termes des loyers non payés d'octobre 1870 à avril 1871, sont remis à plus tard ; les logements vacants sont réquisitionnés.

Pendant la Commune, la liberté d'expression et de presse est une réalité qui ouvre largement à tous (lecteurs, clubs...) les colonnes des journaux. On y trouve opinions et critiques. Parmi ces journaux, il y a le Journal Officiel de la Commune, le Mot d'Ordre de Rochefort, le Cri du Peuple de Jules Vallès, le Vengeur de Félix Pyat...

On s'occupe aussi pendant la Commune de lutter contre la prostitution, les préjugés religieux, la discrimination vis-à-vis des enfants illégitimes...

C'EST TOUTE LA POPULATION TRAVAILLEUSE QUI EXERCE SON CONTROLE POLITIQUE

La liberté et la démocratie qui règnent pendant la Commune, entraînent une effervescence des idées, des activités et de l'organisation ouvrière. Les clubs qui rassemblent des ouvriers, des petits commerçants, des artisans, connaissent une vie intense. Ils exercent un contrôle sur la Commune, surveillent le ravitaillement des troupes et l'organisation des services hospitaliers. Ils tentent avec les travailleurs originaires de province d'organiser des liens avec les départements et d'y expliquer le sens du mouvement parisien. Dans leurs assemblées, les clubs étudient les problèmes sociaux, ceux du travail, du ravitaillement et critiquent le droit de propriété et l'influence du clergé.

Il y a donc une véritable contrôle actif et large de la population sur le jeune Etat ouvrier, même si ce sont des gens issus du peuple qui sont aux commandes de ce nouvel Etat.

De nouvelles associations apparaissent, comme l'Union des Femmes pour la Défense et le Soins aux Blessés qui, outre ses activités dans la défense militaire et auprès des blessés, organisent des réunions publiques dans tous les arrondissements.

Pendant la Commune, les femmes de la classe ouvrière et quelques bourgeoises socialistes, féministes, participent en grand nombre, très activement, à toutes les tâches et à la lutte armée. Le correspondant du journal anglais The Times écrit : "Si la nation française ne se composait que de femmes, quelle terrible nation ce serait". Elles ont été présentes le 18 mars, poussant les soldats à fraterniser et à lever la croix en l'air.

Beaucoup font partie des bataillons comme cantinières, infirmières et elles se battent aussi sur les barricades. Elles sont 120 qui défendent la barricade de la Place Blanche. Elles fabriquent des cartouches, des équipements. Elles organisent des manifestations, comme celle du 3 avril, où elles vont par centaines à l'Hôtel de Ville réclamer des armes pour marcher sur Versailles ; ou encore le 22 mai, alors que les Versaillais ont déjà forcé les murs de Paris, elles vont à plusieurs centaines, de tous âges et conditions, demander à Delescluze la permission de s'enrégimenter, ce qui est fait.

La Commune, qui ne dura que 72 jours, a surtout été accaparée par la lutte contre Versailles et n'eut pas le temps de mettre en application tous ces projets, ces idéaux, mais elle était guidée par des préoccupations socialistes.

Pendant la Commune, le drapeau rouge remplace le drapeau tricolore sur les monuments, sur les barricades. Et c'est sous la Commune qu'Eugène Pottier rédige l'Internationale

La préoccupation de la Commune, c'est l'émancipation de la classe ouvrière. Si on écoute un des appels de l'Union des Femmes, elles disent : "Nos ennemis, ce sont les privilégiés de l'ordre social actuel, tous ceux qui ont toujours vécu de nos sueurs, qui toujours se sont engraissés de notre misère... Nous voulons le travail mais pour en garder le produit,... le gouvernement du peuple par lui-même, la Commune". Et puis, elles disent aussi : "Tous les peuples civilisés ont les yeux sur Paris, attendant notre triomphe, pour à leur tour se délivrer."

UNE PLACE PARTICULIERE A L'EDUCATION POLITIQUE SOUS TOUTES LES FORMES

La Commune voulait pousser l'éducation politique du peuple et mettre à son service les parcs, les richesses scientifiques et artistiques réservées aux privilégiés de la bourgeoisie.

Dans le journal le Cri du Peuple, Bellanger écrit : "Il est nécessaire que l'enfant passe insensiblement de l'école à l'atelier, devienne en même temps capable de gagner sa vie et apte au travail intellectuel ; il faut que chaque ouvrier, chaque homme occupé à un travail physique, puisse écrire un livre, avec sentiment et talent, sans quitter son établi."

La Commune montra aussi son caractère internationaliste en s'affirmant pour la République Universelle et en ne reconnaissant que la seule frontière de classe : elle mit à la direction de la Commission du Travail et des Echanges, le Hongrois Léo Franckel, et plaça à la tête des Fédérés les Polonais Dombrowski, Wroblewski, Okolowicz... Il y avait également

beaucoup de Belges et d'Italiens qui formèrent des légions fédérales et participèrent aux combats. On en compta 1 725, dont 737 Belges et 215 Italiens.

Les Communards démolirent aussi le symbole de l'oppression des peuples et des guerres de conquête : la colonne Vendôme ; et la statue de Napoléon Ier s'abattit sur un lit de fumier.

THIERS A LE SOUTIEN DE L'ENSEMBLE DE LA BOURGEOISIE POUR ORGANISER LE MASSACRE DE LA COMMUNE

La bourgeoisie qui s'est ressaisie après le 18 mars et installée confortablement à Versailles, vit dans la haine de la Commune et ne pense qu'à saigner le prolétariat parisien, une bonne fois pour toutes.

Son premier réflexe est de prendre rapidement des mesures pour établir un cordon de police autour de Paris, car elle sait qu'en quelques semaines de libre communication entre Paris et la province, les paysans pauvres peuvent se soulever.

Et l'Assemblée Nationale presse Thiers d'intervenir pour massacrer la Commune. Thiers, "ce nabot monstrueux", selon l'expression de Marx, a déjà un long passé de répression anti-ouvrière. En 1834, alors dans le ministère Louis-Philippe, il avait fait massacrer les républicains, rue Transnonain, ainsi que la population sans armes, femmes et enfants compris.

Il s'occupe d'étouffer les foyers révolutionnaires de province, d'y mener une propagande anti-révolutionnaire, et de couper la communication avec Paris. Il fait comprendre à l'Assemblée Nationale que la paix doit être signée avec Bismarck pour que les hostilités vis-à-vis de Paris puissent s'ouvrir efficacement.

Thiers se rend vite compte que la Commune croit beaucoup à une solution négociée. Alors, il simule des négociations avec Paris.

Le 22 mai, quand il est assuré que son armée est prête, il arrête sa comédie de conciliation et déclare à l'Assemblée, bêtement impatiente : "Je vous ai dit, il y a quelques jours, que nous approchions de notre but, aujourd'hui, je suis venu vous dire : nous avons atteint notre but. L'ordre, la justice, la civilisation ont enfin remporté la victoire."

Effectivement, l'offensive sur Paris est lancée avec 130 000 soldats, plus 60 000 prisonniers de guerre relâchés par Bismarck. La lutte va durer huit jours. Dans Paris, hommes, femmes et enfants combattent jusqu'au dernier moment, montrant leur attachement à leur cause. Thiers télégraphie aux préfets : "le sol de Paris est jonché de leurs cadavres. Ce spectacle affreux servira de leçon, il faut l'espérer, aux insensés qui oseraient se déclarer partisans de la Commune".

La répression qui suivit fut terrible, il y eut sans doute 30 000 morts, 13 500 condamnations (y compris des femmes et des enfants), environ 5 000 déportations en Nouvelle Calédonie. La violence de la classe possédante qui s'est déchaînée contre la classe ouvrière, se répercuta pendant des années sur le mouvement ouvrier, en freinant son expansion.

POUR LES MILITANTS SOCIALISTES, LA COMMUNE N'EST PAS MORTE

Grâce à la Commune, à ce qu'ont fait les Communards, le mouvement ouvrier s'est trouvé renforcé d'une mine de renseignements concrets et théoriques : sur ce que sera la révolution prolétarienne mondiale ; sur la nature profonde et le fonctionnement de l'Etat bourgeois ; sur l'Etat ouvrier, outil de transition vers un monde nouveau.

La Commune a donné à ses acteurs la possibilité de rappeler, dans les faits, l'immense potentiel de la classe des travailleurs, potentiel d'initiative, de générosité, de compétence pour gérer la société, pour tous ceux qui auraient oublié l'irruption des masses dans la politique en 1789.

Les élus de la Commune, parmi lesquels se trouvaient un certain nombre d'intellectuels et de petits-bourgeois, ont tous confondu leur sort avec celui des pauvres de Paris, en défendant leur oeuvre jusqu'à la mort. C'est pour Marx "un pas réel, bien plus important que des centaines de programmes et de raisonnements".

C'est la Commune qui a appris à Marx l'idée que la classe ouvrière ne devra pas seulement prendre "la machine d'Etat toute prête", mais la briser sous peine de mort.

C'est ce que les Communards avaient commencé en inaugurant un nouvel Etat : suppression des privilèges, financiers ou autres, liés à l'exercice du pouvoir. Eligibilité à tous les postes, révocabilité à tout moment ; voilà les trois ingrédients d'un pouvoir intègre et populaire. Armée et police du peuple en armes, voilà la garantie première que les acquis des luttes ne seraient pas perdus.

En 1917, en Russie, c'est sur le modèle des Fédérés parisiens que les soldats se constituèrent en soviets. Entre février et octobre, les ouvriers russes se pressaient aux conférences des Bolchéviks sur le thème de la Commune de Paris. Et Lénine y consacra tout un chapitre de son ouvrage l'Etat et la Révolution, pour armer les Bolchéviks d'idées justes, quelques semaines avant l'assaut final d'Octobre.

Aujourd'hui encore, la Commune n'est pas morte.

Juillet 1995

BIBLIOGRAPHIE

C. Talès : La Commune de 1871
(Spartacus, série B n° 121)

P.-O. Lissagaray : Histoire de la Commune de 1871
(petite collection maspero n° 7)

Marx : La guerre civile en France
(éditions sociales)

Lénine : l'Etat et la révolution
(éditions sociales)

*

Maurice Dommanget : La Commune
(éditions La Taupe, Bruxelles)

Maurice Dommanget : La Commune et les communards
(Spartacus, supplément à Masses)

Alain Dalotel, Alain Faure, Jean-Claude Reiermuth : Aux origines de la Commune (François Maspero, actes et mémoires du peuple)

Paul Chauvet : L'imprimerie nationale pendant la Commune

Louise Michel : La Commune
(P.V. Stock, bibliothèque sociologique n° 22)

Michel Bakounine : La Commune de Paris
(supplément au Monde Libertaire)

TABLE DES MATIERES

La dictature politique de Louis-Napoléon Bonaparte	2
Le développement industriel sous la direction de la bourgeoisie financière	3
Le développement de l'exploitation coloniale	4
La constitution d'une classe ouvrière massive	5
L'exploitation jusqu'à l'abrutissement	5
Le travail de taupe invisible des militants	6
Ce n'est qu'à partir de 1864 que la classe ouvrière se montre	7
La solidarité ouvrière par delà les corporations et les frontières fait des luttes un espoir commun	8
Une fraction notable des ouvriers fait de la politique	9
Le régime impérial en crise sociale et politique	9
La guerre de 1870 : lancée pour résoudre le problème social, elle est abandonnée pour la même raison	10
Les illusions patriotiques du Paris populaire	11
Le 4 septembre 1870 : la défaite de Sedan, la République et le gouvernement provisoire	11
Marx : la guerre et l'internationalisme	12
La population forme à la base des Comités de vigilance, avec une direction : le Comité des 20 arrondissements	13
La population en armes à travers la Garde nationale	14
La révolution dans la Garde nationale : élections de délégués, constitution d'une direction par la base	15
La journée du 18 mars 1871 : les canons de Montmartre sont récupérés par les femmes	16
Quelques communes en province	17
La bourgeoisie abandonne Paris	17
Les travailleurs parisiens inventent le pouvoir des travailleurs	18

Les élections à la Commune de Paris	20
Un Etat propre : l'Etat ouvrier au salaire ouvrier	22
C'est toute la population travailleuse qui exerce son contrôle politique	23
Une place particulière à l'éducation politique sous toutes les formes	24
Thiers a le soutien de l'ensemble de la bourgeoisie pour organiser le massacre de la Commune	25
Pour les militants socialistes, la Commune n'est pas morte	26
BIBLIOGRAPHIE	27